

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 47

**Loi modifiant la Loi régissant
le financement des partis politiques**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTE

Par M. ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1979

NOTES EXPLICATIVES

Le projet a pour objet d'insérer dans la Loi régissant le financement des partis politiques des dispositions visant à régir l'achat et la vente d'espace publicitaire dans un journal ou un périodique publié par une organisation d'un parti politique à l'échelle d'un district électoral, d'une région ou du Québec de même que les revenus générés par une telle publication.

Il confère au directeur général la responsabilité d'élaborer des règlements relativement à ces matières nouvelles et prévoit que ces règlements seront soumis à l'approbation de la Commission permanente de l'Assemblée nationale.

Projet de loi n° 47

Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi régissant le financement des partis politiques (1977, chapitre 11) est modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«*j*) «instance d'un parti»: les organisations d'un parti politique à l'échelle d'un district électoral, d'une région ou du Québec et une association de comté.»

2. L'article 2 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe *g* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«*h*) les sommes reçues par une instance d'un parti pour la vente d'espaces publicitaires dans un journal ou un périodique visée dans le chapitre II A.»

3. L'article 16 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1° par le suivant:

«*f*) enquêter sur la légalité des contributions, des déboursés et de la vente d'espaces publicitaires dans un journal ou un périodique publié par une instance d'un parti;»;

b) par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° par le suivant:

«*a*) donner à tout intéressé des avis ou directives touchant l'application et l'interprétation des chapitres I et II A;».

4. L'article 17 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**17.** Toute personne peut demander au directeur général d'enquêter sur la légalité des contributions, des déboursés ou de la vente d'espaces publicitaires dans un journal ou un périodique publié par une instance d'un parti.»

5. L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**20.** Avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions qu'il fixe, le directeur général et toute personne qu'il désigne par écrit ont accès aux documents se rapportant aux contributions, aux déboursés et à la vente d'espaces publicitaires dans un journal ou un périodique publié par une instance d'un parti et peuvent en prendre des copies.»

6. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 122, du chapitre et des articles suivants:

«CHAPITRE II A

«VENTE D'ESPACES PUBLICITAIRES DANS UN JOURNAL OU UN PÉRIODIQUE

«**122-1** Nul ne peut acheter de l'espace publicitaire dans un journal ou un périodique publié par une instance d'un parti s'il n'a, dans l'aire de distribution de ce journal ou périodique, sa résidence ou une place d'affaires telle que définie par règlement du directeur général.

«**122-2** Une instance d'un parti qui vend de l'espace publicitaire dans un journal ou un périodique qu'elle publie doit indiquer, dans chaque parution, un état des revenus et dépenses afférents à cette publication selon les modalités prévues par règlement du directeur général.

«**122-3** Nul ne peut vendre de l'espace publicitaire dans un journal ou périodique publié par une instance d'un parti, à un prix plus élevé que le prix du marché déterminé selon le mode prévu par règlement du directeur général.

«**122-4** L'instance d'un parti qui publie un journal ou un périodique doit verser au directeur général qui les remet au ministre des finances les revenus produits par cette publication en excédent des frais encourus pour en assurer la réalisation et la distribution, dans la mesure où cet excédent est supérieur au montant déterminé par règlement du directeur général.

«**122-5** Le directeur général doit élaborer des règlements pour déterminer:

a) le mode de délimitation de l'aire de distribution d'un journal ou périodique ainsi que les conditions auxquelles une personne doit être considérée y résider ou y avoir une place d'affaires;

b) la forme et la teneur de l'état des revenus et dépenses visé à l'article 122-2;

c) le prix maximum qui peut être exigé pour l'achat d'un espace publicitaire dans un journal ou périodique compte tenu des conditions du marché;

d) le montant de l'excédent des revenus sur les dépenses à partir duquel l'instance d'un parti doit faire au directeur général le versement visé à l'article 122-4.

Ces règlements sont soumis à l'approbation de la commission permanente de l'Assemblée nationale.

Une fois approuvés, avec ou sans modification par cette commission, ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*. Ils entrent en vigueur à la date de cette publication ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

«**122-6** Tout revenu provenant de la vente d'espaces publicitaires dans un journal ou un périodique reçu en contravention du présent chapitre et des règlements, doit, dès que le fait est connu, être remis au directeur général qui le verse au ministre des finances.

«**122-7** Quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre et des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$1 000.

L'article 98 s'applique à cette poursuite.»

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.